

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 1363

[C — 2008/29225]

**22 FEVRIER 2008. — Décret portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Enseignement supérieur : l'enseignement visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

2<sup>o</sup> Etablissements : les établissements qui dispensent un enseignement supérieur et qui sont mentionnés aux articles 10, 11, 12, 13 et 178 du même décret;

3<sup>o</sup> Autorités académiques : les instances telles que définies à l'article 6 du même décret;

4<sup>o</sup> ENQA : association européenne pour la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur;

5<sup>o</sup> Conseil : le Conseil interuniversitaire de la Communauté française, le Conseil général des Hautes Ecoles, le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale ou le Conseil supérieur de l'architecture.

*CHAPITRE II. — Création et missions de l'Agence*

**Art. 2.** Il est créé un service autonome, non doté de la personnalité juridique, dénommé « Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française », ci-après « l'Agence ».

La gestion budgétaire et comptable de ce service est séparée de celle des services d'administration générale de la Communauté française, conformément à l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

**Art. 3.** L'Agence a pour mission de :

1<sup>o</sup> Veiller à ce que les cursus organisés par les établissements fassent l'objet d'une évaluation régulière mettant en évidence les bonnes pratiques, les insuffisances et les problèmes à résoudre;

2<sup>o</sup> Veiller à la mise en œuvre des procédures d'évaluation décrites au chapitre 4;

3<sup>o</sup> Favoriser, par la coopération entre toutes les composantes de l'enseignement supérieur, la mise en œuvre de pratiques permettant d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans chaque établissement;

4<sup>o</sup> Informer le Gouvernement, les acteurs et les bénéficiaires de l'enseignement supérieur de la qualité de l'enseignement supérieur dispensé en Communauté française;

5<sup>o</sup> Formuler aux responsables politiques des suggestions en vue d'améliorer la qualité globale de l'enseignement supérieur;

6<sup>o</sup> Faire toute proposition qu'elle juge utile dans l'accomplissement de ses missions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement;

7<sup>o</sup> Représenter la Communauté française auprès des instances nationales et internationales en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur.

*CHAPITRE III. — Composition et fonctionnement de l'Agence*

**Art. 4.** Les organes de l'Agence sont le comité de gestion, le bureau et la cellule exécutive.

Sauf les tâches qui sont confiées au bureau ou à la cellule exécutive par le présent décret ou par délégation, les décisions de l'Agence sont prises par le comité de gestion.

**Art. 5.** Le comité de gestion est composé de 25 membres effectifs avec voix délibérative.

Les membres effectifs sont :

1<sup>o</sup> Le directeur général de l'Enseignement non obligatoire;

2<sup>o</sup> Quatre représentants des corps académique et scientifique des universités proposés collégalement par les Recteurs;

3<sup>o</sup> Quatre représentants du corps enseignant des Hautes Ecoles, proposés par le Conseil interréseaux de concertation, visé à l'article 87 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

4<sup>o</sup> Deux représentants du corps enseignant des Ecoles supérieures des Arts, proposés par les représentants de ce corps au Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;

5<sup>o</sup> Deux représentants du corps enseignant des établissements d'enseignement de promotion sociale organisant un enseignement supérieur, proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

6° Un représentant du corps enseignant des Instituts supérieurs d'architecture, proposé par les représentants de ce corps au Conseil supérieur de l'architecture;

7° Un représentant du personnel administratif des universités, proposé par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

8° Un représentant du personnel administratif des Hautes Ecoles proposé par le Conseil général des Hautes Ecoles;

9° Trois représentants des étudiants, proposés par les organisations représentatives des étudiants;

10° Trois représentants des organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail et qui affilient dans le secteur, proposés par celles-ci;

11° Trois personnalités issues des milieux professionnels, sociaux et culturels.

Les membres du comité de gestion sont désignés par le Gouvernement. Les membres visés à l'alinéa 2, 2° à 10°, lui sont présentés par les instances respectives sur la base de listes doubles.

Le mandat des membres du comité de gestion est de quatre ans, renouvelable une fois à l'exception du mandat des représentants étudiants qui correspond à une année académique et est renouvelable.

Chaque membre effectif a un suppléant, proposé et désigné dans les mêmes conditions. Il n'aura voix délibérative que si le membre effectif est empêché.

Le comité de gestion ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative sont présents et si la majorité des membres ayant voix délibérative visés à l'alinéa 2, 2° à 6°, sont présents.

En cas de décès ou de démission d'un membre, il est pourvu à son remplacement conformément à l'alinéa 3. Le remplaçant termine le mandat.

Un représentant de chaque ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions y siège avec voix consultative.

**Art. 6.** Le comité de gestion élit en son sein un président et un vice-président pour un mandat de deux ans, renouvelable une fois. Le président est élu dans les catégories visées à l'article 5, alinéa 2, 2° à 6°. Le vice-président est élu soit dans la catégorie visée à l'article 5, alinéa 2, 3° à 6°, si le président a été élu dans la catégorie visée à l'article 5, alinéa 2, 2°, soit dans la catégorie visée à l'article 5, alinéa 2, 2°, si le président a été élu dans la catégorie visée à l'article 5, alinéa 2, 3° à 6°.

Le président et le vice-président ainsi que le fonctionnaire dirigeant la cellule exécutive forment le bureau. Le directeur général de l'Enseignement non obligatoire y siège avec voix consultative.

Le bureau prépare les décisions du comité de gestion et assure toutes les missions que ce dernier lui délègue dans son règlement d'ordre intérieur.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence dispose d'une cellule exécutive chargée de mettre en œuvre les décisions du comité de gestion et du bureau. Cette cellule exécutive est placée sous la direction d'un fonctionnaire de rang 12 au moins et est composée, en outre, d'au moins trois agents de niveau 1 et deux agents de niveau 2. Ces agents sont soit des membres du personnel des services de la Communauté française, soit des membres détachés pour une durée minimale de 2 ans du personnel des établissements d'enseignement supérieur conformément au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant et les agents de niveau 1 sont désignés par le Gouvernement.

§ 2. La fonction de direction de la cellule exécutive constitue une charge à temps plein. Le membre du personnel qui assure cette fonction participe avec voix consultative au comité de gestion et en assure le secrétariat.

Parmi les agents de niveau 1, trois ont pour tâche principale de veiller à la bonne organisation et à l'exécution des évaluations programmées par l'Agence. Ils assistent les Conseils dans ce but.

**Art. 8.** Le Comité de gestion de l'Agence établit son règlement d'ordre intérieur et le communique au Gouvernement.

Celui-ci doit notamment prévoir les règles relatives au dépôt des notes de minorité lorsque l'Agence est amenée à remettre un avis au Gouvernement.

#### CHAPITRE IV. — *Processus de l'évaluation de la qualité*

**Art. 9.** L'évaluation porte sur la qualité de l'enseignement dans les différents cursus de premier et de deuxième cycle initiaux organisés par les établissements.

Ces cursus correspondent :

1° Aux intitulés des grades académiques repris à l'annexe 1<sup>re</sup> du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités;

2° Aux grades visés par le décret du 2 juin 2006 définissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales à l'exclusion des grades de spécialisation;

3° Aux options ou, dans le domaine de la musique, aux spécialités, des grades visés par le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

4° Aux grades de bachelier et de master en architecture;

5° Aux grades délivrés par l'enseignement supérieur de promotion sociale correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de plein exercice.

En cas de cursus co-organisé avec un établissement hors Communauté française en vertu d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité, l'évaluation peut ne porter que sur la part des crédits organisés effectivement en Communauté française dans la mesure où une procédure d'évaluation similaire est mise en place par l'autorité compétente dont relève(nt) la ou les institutions partenaires qui organise(nt) effectivement le solde des crédits du programme.

Ne sont pas pilotées par l'Agence les évaluations de la qualité portant sur :

1° Des cursus visés à l'alinéa 2 en-dehors de la programmation effectuée conformément à l'article 10;

2° Des formations non visées à l'alinéa 2 organisées par les établissements.

**Art. 10.** Les cursus à évaluer et les établissements concernés sont déterminés par l'Agence sur la base d'un plan décennal. Ce plan est établi de telle sorte que chaque cursus puisse être évalué au moins tous les 10 ans.

Le premier plan décennal qui couvrira la période 2008-2018 sera établi par l'Agence pour le 1<sup>er</sup> mai 2008 en tenant compte des plans proposés avant le 1<sup>er</sup> mars 2008 par chaque Conseil relativement aux cursus qui le concernent.

Le plan décennal est actualisé chaque année, avant le 1<sup>er</sup> février, en tenant compte des propositions remises par chaque Conseil au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente.

Une programmation annuelle des cursus et des établissements à évaluer est établie sur la base de ce plan décennal, par l'Agence, de telle sorte que les évaluations portant sur un même cursus, ou des cursus similaires, soient concomitantes dans tous les établissements qui les organisent.

L'Agence peut exclure de la programmation annuelle les cursus des établissements visés par le plan décennal dans lesquels on a compté moins de 10 nouvelles inscriptions régulières en moyenne durant les trois années académiques précédentes.

A l'exception de la programmation des années académiques 2008-2009 et 2009-2010, la programmation annuelle pour l'année académique n est transmise au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique n-2 par l'Agence, aux établissements concernés. Par dérogation à l'alinéa 4, la programmation annuelle d'un cursus est reportée sur demande motivée d'un établissement introduite dans un délai d'un mois à dater de la réception par l'établissement de la programmation annuelle.

En cas de report de la programmation de l'évaluation d'un cursus durant une année académique n par un établissement conformément à l'alinéa 6, l'évaluation de ce cursus devra au plus tard faire partie de la programmation de l'Agence pour l'année n+2. Si l'établissement refuse l'évaluation, ce cursus pourra à nouveau faire partie de la programmation annuelle de l'Agence au plus tôt pour l'année n+10. Le refus d'évaluation par un établissement d'un de ses cursus sera mentionné explicitement sur le site Internet de l'Agence durant la période allant de l'année n+2 à l'année n+9.

**Art. 11.** L'évaluation se réfère à une liste d'indicateurs qui recouvrent l'ensemble des démarches de formation et d'organisation à considérer. Elle est centrée sur la détermination des objectifs de formation poursuivis par les différents cursus et l'adéquation des moyens mis en oeuvre pour les atteindre. Pour chaque cursus à évaluer, cette liste est fixée par l'Agence sur proposition du ou des Conseils concernés. La proposition est établie par référence à la liste de référence d'indicateurs arrêtée par le Gouvernement. Toute divergence par rapport à la liste de référence doit être justifiée dans la proposition. Pour un cursus dont l'évaluation est programmée durant l'année académique n, la proposition est transmise au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de l'année n-2 à l'Agence qui arrête la liste et la transmet aux Conseils concernés pour le 1<sup>er</sup> avril de la même année.

La liste des indicateurs est soumise pour approbation au Gouvernement. Le Gouvernement se prononce dans les 15 jours. Passé ce délai, le Gouvernement est réputé avoir approuvé cette liste.

La liste de référence d'indicateurs est arrêtée par le Gouvernement et développe notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, des chapitres relatifs au cadre institutionnel et à la gouvernance, à la structure et aux finalités du(des) programme(s) d'études évalué(s), aux destinataires du programme d'études, aux ressources mises à disposition, aux relations extérieures et à l'analyse et au plan d'actions stratégiques.

**Art. 12.** Les évaluations sont mises en oeuvre par la cellule exécutive de l'Agence en collaboration étroite avec les Conseils.

Chaque Conseil, assisté par les membres du personnel de la cellule exécutive visés à l'article 7, § 2, alinéa 2, est chargé de :

- 1° Relayer l'information dispensée par l'Agence;
- 2° Proposer la liste des indicateurs relevant pour un cursus donné;
- 3° Veiller à ce que les établissements planifient l'évaluation interne de leurs cursus dans les délais imposés et prennent les dispositions nécessaires à la bonne organisation des visites d'experts;
- 4° Veiller au respect du calendrier tout au long de la procédure;
- 5° Proposer à l'Agence dans le délai requis une liste d'au moins huit experts en concertation avec les établissements concernés et solliciter l'accord préalable des experts proposés.

**Art. 13.** L'évaluation de la qualité d'un cursus dans un établissement doit être achevée au terme de l'année académique qui suit sa programmation par l'Agence.

Elle inclut nécessairement les étapes suivantes :

- 1° La rédaction d'un rapport d'évaluation interne conformément aux articles 14 et 15;
- 2° Une évaluation externe réalisée par un Comité d'experts conformément aux articles 16 et 17;
- 3° La publication des résultats de l'évaluation sur le site Internet de l'Agence ou du refus de publication conformément à l'article 18;
- 4° La définition par les autorités académiques d'un calendrier et d'un plan de suivi des recommandations contenues dans le rapport final de synthèse et leur transmission conformément à l'article 19.

Une analyse transversale de la qualité du cursus en Communauté française est ensuite organisée par l'Agence conformément à l'article 20.

**Art. 14.** L'évaluation interne poursuit les objectifs suivants :

- 1° Préciser le cadre de l'institution et, en son sein, l'entité-Faculté, département, section, catégorie, service,... - plus spécifiquement concernée par l'évaluation;
- 2° Présenter l'approche de la gestion de la qualité au sein de l'entité évaluée et de l'établissement concerné;
- 3° Fournir une auto-évaluation critique complète de l'enseignement avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés;
- 4° Fournir l'information de base destinée au Comité d'experts et, à travers l'analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des risques, identifier ce qui peut faire l'objet d'une amélioration.

**Art. 15.** Afin d'organiser l'évaluation interne, les autorités académiques constituent une commission et désignent un coordonnateur.

Plusieurs établissements peuvent conclure un accord de collaboration et désigner un coordonnateur commun.

Outre le coordonnateur, cette commission comprend des membres issus des différentes composantes de l'entité évaluée : personnel académique, scientifique, administratif, technique et étudiants. Le nombre d'étudiants ne peut être inférieur à 20 % du nombre total des membres de la commission. Les étudiants sont désignés par le Conseil des étudiants de l'établissement, s'il existe. La commission peut aussi faire appel à d'autres membres de l'institution ou de ses organes de gestion et à d'anciens étudiants diplômés depuis moins de trois ans.

Pour le 30 juin qui précède l'année académique où l'évaluation du cursus est programmée, la commission rédige le rapport d'évaluation interne confidentiel qui sera remis au Président du Comité d'experts.

Ce rapport d'évaluation interne mentionne dans son introduction la composition de la commission d'évaluation interne, la procédure d'évaluation interne adoptée, ainsi que les rédacteurs. Il passe en revue les indicateurs visés à l'article 11 et donne toutes les informations utiles à l'évaluation externe.

**Art. 16.** Pour procéder à l'évaluation externe, l'Agence désigne, pour le 1<sup>er</sup> juillet de l'année académique n-1, un comité d'experts, sur la base de la proposition du ou des Conseils concernés. Le comité est composé, pour chaque cursus, au moins :

1° De trois représentants du monde académique, y exerçant leur activité à titre principal, experts du cursus concerné, indépendants de l'établissement évalué dont au moins un n'assume aucune mission de direction ou d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur belge et

2° D'un représentant du monde professionnel, y exerçant son activité à titre principal, en lien avec le cursus visé.

Le nombre de représentants du monde professionnel au sein du comité ne dépassera pas un tiers des experts désignés.

Pour un cursus dont l'évaluation est programmée pour l'année académique n, le ou les Conseils concernés transmettent pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année académique n-1, une liste de huit experts et parmi eux, l'expert qui pourrait être chargé de la présidence. Cette proposition est accompagnée du curriculum vitae de chaque expert proposé ainsi que d'un document attestant son accord de principe pour participer à l'évaluation externe durant l'année académique n et d'une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il satisfait à la condition d'indépendance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. A défaut de proposition du ou des Conseils dans le délai, les experts sont désignés d'office.

Dans la mesure du possible, un même comité d'experts sera désigné pour évaluer les établissements organisant un même cursus ou des cursus similaires. A défaut, le ou les présidents désignés sont chargés d'assurer la plus grande cohérence dans la façon de mener l'évaluation externe pour un même cursus ou des cursus similaires.

En cas de conflit entre un établissement et le Conseil dont il relève lors de l'élaboration de la liste d'experts, le ou les Conseils concernés transmettent, annexé à la proposition, qui dans ce cas doit être motivée, un document établi par l'établissement et détaillant l'objet de son désaccord.

**Art. 17.** L'évaluation externe comprend, pour chaque cursus évalué par établissement,

1° Une analyse du rapport d'autoévaluation par le comité d'experts;

2° Une visite de l'établissement;

3° Un rapport préliminaire transmis exclusivement aux autorités académiques concernées;

4° Un rapport final de synthèse transmis à l'Agence et comprenant, le cas échéant, les observations des autorités académiques concernées.

Dans leurs observations les autorités académiques peuvent explicitement refuser la publication de ce rapport. Ce refus doit être motivé. L'Agence émet un avis motivé sur ce refus selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 18.** Sur le site Internet de l'Agence figurent :

1° La liste des établissements d'enseignement supérieur reconnus en Communauté française et des cursus initiaux qu'ils organisent;

2° Le plan décennal et la programmation annuelle visés à l'article 10;

3° La liste des experts désignés par l'Agence, leur curriculum vitae et leur domaine de compétences;

4° La procédure d'évaluation telle qu'elle figure aux articles 13 à 17;

5° Pour chaque cursus évalué, notamment

a) La période de l'évaluation;

b) La composition du comité d'experts;

c) Le nombre d'étudiants inscrits dans le cursus durant les 10 dernières années et le nombre de diplômés;

d) Pour le 15 juin de l'année académique où l'évaluation est programmée, le rapport final de synthèse ou, le cas échéant, le refus de publication par les autorités académiques ainsi que l'avis de l'Agence sur ce refus.

La liste des données qui doivent figurer dans le rapport final de synthèse en vue de sa publication ainsi que les modalités d'analyse propres à chacune de ces données est établie par le Gouvernement après avis des Conseils en tenant compte des exigences de transparence mises en avant par l'ENQA.

**Art. 19.** Dans les six mois qui suivent la publication sur le site Internet de l'Agence des rapports finaux de synthèse par établissement pour un cursus donné, chaque établissement visé transmet à l'Agence un calendrier et un plan de suivi des recommandations du comité d'experts. Le Gouvernement détermine les modalités de publication de ce plan de suivi et de son état d'avancement.

**Art. 20.** Sur la base des rapports finaux de synthèse, l'Agence publie chaque année sur son site Internet, pour le 31 janvier au plus tard, une analyse transversale de la qualité des cursus évalués durant l'année académique précédente. Le Gouvernement peut demander à l'Agence une analyse plus approfondie de certains indicateurs. En aucun cas, ces analyses n'aboutiront à un classement des établissements visés.

CHAPITRE V. — *Evaluation de l'Agence*

**Art. 21.** L'Agence se soumet à un examen externe cyclique de ses activités et de ses méthodes au moins tous les 5 ans conformément aux recommandations de l'ENQA. Les résultats sont publiés dans un rapport qui fait état du degré de conformité de l'Agence avec les références européennes pour la gestion de la qualité des agences d'évaluation et d'accréditation. Ce rapport est transmis au Gouvernement et au Parlement.

Le Gouvernement fixe les modalités de cette évaluation.

CHAPITRE VI. — *Budget*

**Art. 22.** A partir de l'année budgétaire 2008, l'Agence reçoit annuellement une dotation d'au moins 675.000 €. Ce montant est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée / Indice santé de décembre 2007.

Cette dotation à l'Agence a pour objet de subvenir aux frais d'évaluation externe.

L'Agence établit pour le 1<sup>er</sup> août, le budget annuel de ses dépenses en tenant compte de la programmation annuelle des visites d'experts pour l'année académique suivante.

**Art. 23.** Les membres du comité de gestion de l'Agence bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux membres du personnel du ministère titulaires d'un grade classé au rang 12.

Le personnel de la cellule exécutive et les frais de fonctionnement de l'Agence en ce compris les frais visés à l'alinéa premier sont à charge du budget de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finale*

**Art. 24.** Les évaluations externes formellement initiées par l'Agence avant l'entrée en vigueur du présent décret restent organisées suivant les modalités définies aux articles 7 et 10 à 11 du décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.

Pour établir le plan décennal 2008-2018, sont prises en compte, pour les années académiques 2008-2009 et 2009-2010, les décisions de programmation prises par l'Agence avant l'entrée en vigueur du présent décret. La programmation annuelle pour ces deux années académiques est établie en conséquence dans les plus brefs délais. Les établissements concernés sont informés par l'Agence des modifications de procédure, s'il échet.

Par dérogation à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, d), la date de publication du rapport final de synthèse des évaluations programmées au plus tard durant l'année académique 2008-2009 est postposée au 15 juin 2010.

**Art. 25.** Pour les évaluations programmées au plus tard pour l'année académique 2009-2010, il sera fait référence à la liste de référence des indicateurs visée à l'article 11.

**Art. 26.** Les membres de l'Agence créée par le décret du 14 novembre 2002 précité, en place à la date de l'entrée en vigueur du présent décret voient leur mandat prolongé au sein du Comité de gestion de la nouvelle Agence jusqu'au plus tard le 15 septembre 2008.

La première réunion de l'Agence est convoquée par le Président de l'Agence créée par le décret précité. Ce dernier préside à l'élection du Président et du Vice-Président de l'Agence.

**Art. 27.** Le décret du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française est abrogé à l'exception des articles 7, 10 et 11 qui restent d'application pour les évaluations formellement initiées par l'Agence avant l'entrée en vigueur du présent décret et visées à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>.

Les articles 7, 10 et 11 du présent décret seront abrogés à l'issue de ces évaluations.

**Art. 28.** Le présent décret produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

Session 2007-2008.

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 512-1. — Amendements de commission, n° 512-2. — Rapport, n° 512-3. — Amendements de séance, n° 512-4.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 12 février 2008.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1363

[C — 2008/29225]

22 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° Hoger onderwijs : het hoger onderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

2° Instellingen : de instellingen die een hoger onderwijs verstrekken en die vermeld zijn in de artikelen 10, 11, 12, 13 en 178 van hetzelfde decreet;

3° Academische overheid : de instanties bedoeld in artikel 6 van hetzelfde decreet;

4° ENQA : Europese vereniging voor kwaliteitszorg in het hoger onderwijs;

5° Raad : de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, de algemene raad van de hogescholen, de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs, de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie of de hoge raad voor architectuur.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting en opdrachten van het Agentschap*

**Art. 2.** Er wordt een autonome dienst, die geen rechtspersoonlijkheid heeft, opgericht, « Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs » genoemd, hierna « Agentschap » genoemd.

Het begrotings- en boekhoudingsbeheer van deze dienst is gescheiden van het beheer van de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

**Art. 3.** Het Agentschap heeft de volgende opdrachten :

1° ervoor zorgen dat de door de instellingen georganiseerde cursussen regelmatig worden geëvalueerd, waarbij de aandacht wordt gevestigd op de goede praktijken, de leemten en de op te lossen problemen;

2° ervoor zorgen dat de in hoofdstuk 4 omschreven evaluatieprocedures worden toegepast;

3° de toepassing van praktijken ter verbetering van de kwaliteit van het in elke instelling verstrekte onderwijs in de hand werken, door de samenwerking tussen alle stakeholders in het hoger onderwijs;

4° de Regering, de actoren en de gebruikers van het hoger onderwijs informeren over de kwaliteit van het in de Franse Gemeenschap verstrekte hoger onderwijs;

5° de politieke verantwoordelijken suggesties voorleggen tot verbetering van de globale kwaliteit van het hoger onderwijs;

6° elk voorstel voorleggen dat het nuttig acht voor de uitoefening van zijn opdrachten, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering;

7° de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen bij de nationale en internationale instanties bij de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en werking van het Agentschap*

**Art. 4.** De organen van het Agentschap zijn het beheerscomité, het bureau en de uitvoerende cel.

Behalve de beslissingen betreffende de taken die bij dit decreet of bij delegatie aan het bureau of de uitvoerende cel worden toegewezen, worden de beslissingen van het Agentschap door het beheerscomité genomen.

**Art. 5.** Het beheerscomité is samengesteld uit 25 stemgerechtigde werkende leden.

De werkende leden zijn :

1° de directeur-generaal van het bestuur Niet-Verplicht Onderwijs;

2° vier vertegenwoordigers van het academisch corps en van het wetenschappelijk corps van de universiteiten die door de rectoren collegiaal worden voorgedragen;

3° vier vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogescholen, voorgedragen door de netoverschrijdende overlegraad, bedoeld in artikel 87 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

4° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole, voorgedragen door de vertegenwoordigers van dat personeel in de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs;

5° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de instellingen voor onderwijs voor sociale promotie die een hoger onderwijs organiseren, voorgedragen door de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie;

6° een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel van de hogere instituten voor architectuur, voorgedragen door de vertegenwoordigers van dat personeel in de hoge raad voor architectuur;

7° een vertegenwoordiger van het administratief personeel van de universiteiten, voorgedragen door de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap;

8° een vertegenwoordiger van het administratief personeel van de hogescholen, voorgedragen door de algemene raad voor hogescholen;

9° drie vertegenwoordigers van de studenten, voorgedragen door de representatieve studentenorganisaties;

10° drie vertegenwoordigers van de vakverenigingen die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn en die bonden in de sector hebben, voorgedragen door die;

11° drie bekende personen die uit de beroeps-, sociale en culturele kringen afkomstig zijn.

De leden van het beheerscomité worden door de Regering benoemd. De leden bedoeld in het tweede lid, 2° tot 10°, worden haar door de respectieve instanties voorgelegd op grond van lijsten van twee kandidaten.

Het mandaat van de leden van het beheerscomité duurt vier jaar; het kan één keer worden vernieuwd, met uitzondering van het mandaat van de vertegenwoordigers van de studenten, dat met één academiejaar overeenstemt en kan worden vernieuwd.

Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger, die onder dezelfde voorwaarden wordt voorgedragen en benoemd. Het is alleen stemgerechtigd als het werkend lid wordt verhinderd.

Het beheerscomité beraadslaagt en beslist pas geldig als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is en als de meerderheid van de stemgerechtigde leden bedoeld in het tweede lid, 2° tot 6°, aanwezig is.

Bij overlijden of ontslag van een lid, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig het derde lid. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat.

Een vertegenwoordiger van elke minister bevoegd voor het hoger onderwijs heeft er met adviserende stem zitting.

**Art. 6.** Het beheerscomité verkiest uit zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter voor een één keer vernieuwbaar mandaat van twee jaar. De voorzitter wordt verkozen uit de categorieën bedoeld in artikel 5, tweede lid, 2° tot 6°. De ondervoorzitter wordt verkozen ofwel uit de categorie bedoeld in artikel 5, tweede lid, 3° tot 6°, indien de voorzitter uit de categorie bedoeld in artikel 5, tweede lid, 2°, is verkozen, ofwel uit de categorie bedoeld in artikel 5, tweede lid, 2°, indien de voorzitter uit de categorie bedoeld in artikel 5, tweede lid, 3° tot 6° is verkozen.

Het bureau wordt samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitter alsook uit de ambtenaar die de leiding van de uitvoerende cel heeft. De directeur-generaal van het bestuur niet-verplicht onderwijs heeft er met adviserende stem zitting.

Het bureau bereidt de beslissingen van het beheerscomité voor en oefent alle opdrachten uit die het comité bij zijn huishoudelijk reglement aan het bureau delegeert.

**Art. 7. § 1.** Het Agentschap beschikt over een uitvoerende cel, die belast wordt met de toepassing en uitvoering van de beslissingen van het beheerscomité en van het bureau. Die uitvoerende cel staat onder leiding van een ambtenaar van ten minste rang 12 en is bovendien samengesteld uit ten minste drie ambtenaren van niveau 1 en twee ambtenaren van niveau 2. Die ambtenaren zijn ofwel personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap ofwel leden die voor een minimumperiode van 2 jaar gedetacheerd zijn uit het personeel van de instellingen voor hoger onderwijs overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De leidende ambtenaar en de ambtenaren van niveau 1 worden door de Regering aangesteld.

§ 2. Het ambt in verband met de leiding van de uitvoerende cel maakt een voltijdse opdracht uit. Het personeelslid dat dit ambt uitoefent, woont de vergaderingen van het beheerscomité met adviserende stem bij en neemt er het secretariaat van waar.

Onder de ambtenaren van niveau 1, hebben er drie als hoofdopdracht te zorgen voor de organisatie en de uitvoering van de evaluatieopdrachten die door het Agentschap worden geprogrammeerd. Te dien einde staan ze de Raden bij.

**Art. 8.** Het beheerscomité van het Agentschap stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat het aan de Regering mededeelt.

Dat reglement moet inzonderheid voorzien in de regels met betrekking tot het neerleggen van minderheidsnota's wanneer het Agentschap een advies aan de Regering moet uitbrengen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure inzake de evaluatie van de kwaliteit*

**Art. 9.** De evaluatie heeft betrekking op de kwaliteit van het onderwijs in de verschillende beginniveaus van de eerste graad en de tweede graad die door de instellingen worden georganiseerd.

Die cursussen stemmen overeen met :

1° de namen van de academische graden vermeld in bijlage 1 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

2° de graden bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, met uitsluiting van de specialisatiegraden;

3° de opties of, op het gebied van muziek, de specialisaties, voor de graden bedoeld bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs;

4° de graden van bachelor en master in de architectuur;

5° de graden uitgereikt door het hoger onderwijs voor sociale promotie die overeenstemmen met deze die door het hoger onderwijs met volledig leerplan worden uitgereikt.

Voor een cursus die mede wordt georganiseerd met een instelling buiten de Franse Gemeenschap krachtens een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2, van het voormelde decreet van 31 maart 2004, kan de evaluatie betrekking hebben op alleen het deel van de studiepunten die in de Franse Gemeenschap werkelijk worden georganiseerd, voor zover een gelijkaardige evaluatieprocedure wordt georganiseerd door de bevoegde overheid waaronder de partnerinstelling(en) die het overblijvende deel van de studiepunten van het programma werkelijk organiseert(eren), ressorteert(eren).

Door het Agentschap worden niet gestuurd, de evaluaties van de kwaliteit die betrekking hebben op :

1° cursussen bedoeld in het tweede lid buiten de programmering die overeenkomstig artikel 10 wordt verricht;

2° opleidingen die niet bedoeld zijn in het tweede lid en die door de instellingen worden georganiseerd.

**Art. 10.** De te evalueren cursussen en de betrokken instellingen worden door het Agentschap bepaald op grond van een tienjarenplan. Dat plan wordt zodanig opgemaakt, dat elke cursus ten minste om de 10 jaar kan worden geëvalueerd.

Het eerste tienjarenplan, dat zich over de periode 2008-2018 zal uitstrekken, zal door het Agentschap vóór 1 mei 2008 worden opgemaakt, waarbij rekening zal worden gehouden met de plannen die vóór 1 maart 2008 zullen worden voorgesteld door elke Raad in verband met de cursussen die hem aangaan.

Het tienjarenplan wordt elk jaar, vóór 1 februari, bijgewerkt, waarbij rekening wordt gehouden met de voorstellen ingediend door elke Raad uiterlijk op 1 december van het voorafgaande jaar.

Op basis van dat tienjarenplan wordt een jaarlijkse programmering van de te evalueren cursussen en instellingen door het Agentschap zodanig vastgesteld, dat de evaluaties die betrekking hebben op éénzelfde cursus of op gelijkaardige cursussen gelijktijdig geschieden in alle instellingen die ze organiseren.

Het Agentschap kan van de jaarlijkse programmering de cursussen van de instellingen uitsluiten die bedoeld zijn bij het tienjarenplan en waarin gemiddeld minder dan 10 nieuwe regelmatige inschrijvingen werden geboekt gedurende de drie voorafgaande academiejaren.

Met uitzondering van de programmering van de academiejaren 2008-2009 en 2009-2010, wordt de jaarlijkse programmering voor het academiejaar *n* uiterlijk op 1 maart van het academiejaar *n-2* door het Agentschap overgezonden aan de betrokken instellingen. In afwijking van het vierde lid, wordt de jaarlijkse programmering van een cursus uitgesteld op de met redenen omklede aanvraag van een instelling die ingediend wordt binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst van de jaarlijkse programmering door de instelling.

Als de programmering van de evaluatie van een cursus gedurende een academiejaar *n* wordt uitgesteld door een instelling overeenkomstig het zesde lid, zal de evaluatie van die cursus deel moeten uitmaken van de programmering van het Agentschap uiterlijk voor het jaar *n+2*. Indien de instelling de evaluatie weigert, zal die cursus opnieuw deel kunnen uitmaken van de jaarlijkse programmering van het Agentschap ten vroegste voor het jaar *n+10*. De weigering door een instelling van de evaluatie van één van haar cursussen wordt uitdrukkelijk vermeld op de website van het Agentschap gedurende de periode die van het jaar *n+2* tot het jaar *n+9* loopt.

**Art. 11.** De evaluatie steunt op een lijst van indicatoren die toepasselijk zijn op alle opleidings- en organisatieacties. Ze is gericht op de bepaling van de opleidingsdoelstellingen van de verschillende cursussen en van de geschikte middelen die moeten worden aangewend om die te bereiken. Voor elke te evalueren cursus, wordt die lijst door het Agentschap vastgesteld op de voordracht van de betrokken Raad(aden). Het voorstel wordt opgemaakt met verwijzing naar de referentielijst van indicatoren die door de Regering wordt vastgesteld. Elke afwijking van de referentielijst moet in het voorstel worden verantwoord. Voor een cursus waarvan de evaluatie gedurende het academiejaar *n* wordt geprogrammeerd, wordt het voorstel uiterlijk op 1 januari van het jaar *n-2* overgezonden aan het Agentschap, dat de lijst vaststelt en verzendt aan de betrokken Raden voor 1 april van hetzelfde jaar.

De lijst van indicatoren wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd. De Regering spreekt zich daarover binnen 14 dagen uit. Nadat die termijn is verstreken, wordt de Regering geacht die lijst te hebben goedgekeurd.

De referentielijst van indicatoren wordt door de Regering vastgesteld en houdt inzonderheid, zonder exhaustief te zijn, hoofdstukken in met betrekking tot het institutioneel kader en de leiding, tot de structuren en de doelstellingen van het(de)geëvalueerde studieprogramma(s), tot de personen tot wie het studieprogramma zich richt, tot de ter beschikking gestelde hulpmiddelen, tot de externe betrekkingen en tot de analyse en het strategische actieplan.

**Art. 12.** De evaluaties worden uitgevoerd door de uitvoerende cel van het Agentschap in nauwe samenwerking met de Raden.

Elke Raad, bijgestaan door de personeelsleden van de uitvoerende cel bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, wordt ermee belast :

- 1° de door het Agentschap verstrekte informatie door te geven;
- 2° de lijst van de indicatoren die relevant zijn voor een bepaalde cursus voor te stellen;
- 3° ervoor te zorgen dat de instellingen de interne evaluatie van hun cursussen binnen de gestelde termijnen plannen en de nodige schikkingen treffen voor de organisatie van de deskundigenbezoeken;
- 4° ervoor te zorgen dat het tijdschema gedurende de hele procedure wordt nageleefd;
- 5° het Agentschap binnen de gestelde termijn een lijst van ten minste acht deskundigen voor te stellen in overleg met de betrokken instellingen en de voorafgaande toestemming van de voorgedragen deskundigen aan te vragen.

**Art. 13.** De evaluatie van de kwaliteit van een cursus in een instelling moet beëindigd zijn op het einde van het academiejaar dat volgt op de programmering ervan door het Agentschap.

Ze bestaat uit de volgende fasen :

- 1° het opstellen van een intern evaluatieverslag overeenkomstig de artikelen 14 en 15;
- 2° een externe evaluatie uitgevoerd door een deskundigencomité overeenkomstig de artikelen 16 en 17;
- 3° de bekendmaking van de resultaten van de evaluatie op de website van het Agentschap of de weigering van de bekendmaking overeenkomstig artikel 18;
- 4° de bepaling door de academische overheid van een tijdschema en van een plan voor het opvolgen van de aanbevelingen vermeld in het eindsyntheseverlag en de verzending ervan overeenkomstig artikel 19.

Er wordt vervolgens een transversaal onderzoek van de kwaliteit van de cursus in de Franse Gemeenschap door het Agentschap georganiseerd overeenkomstig artikel 20.

**Art. 14.** De interne evaluatie heeft de volgende doelstellingen :

- 1° het kader van de instelling bepalen, en, binnen dat kader, de eenheid – Faculteit, departement, afdeling, categorie, dienst,... – waarop de evaluatie meer bepaald betrekking heeft;
- 2° het beheer van de kwaliteit binnen de geëvalueerde eenheid en de betrokken instelling voorstellen;
- 3° een volledige kritische zelfevaluatie van het onderwijs voorstellen met de deelneming van alle betrokken actoren;
- 4° de basisinformatie bestemd voor het deskundigencomité leveren, en, via de analyse van de sterke punten, zwakheden, kansen en risico's, de nadruk leggen op wat kan worden verbeterd.



**Art. 15.** Met het oog op de interne evaluatie, richt de academische overheid een commissie op en stelt een coördinator aan.

Verskillende instellingen kunnen een medewerkingsakkoord sluiten en een gemeenschappelijke coördinator aanstellen.

Naast de coördinator bestaat die commissie uit de verschillende bestanddelen van de geëvalueerde eenheid : academisch, wetenschappelijk, administratief, technisch personeel en studenten. Het aantal studenten kan niet lager zijn dan 20 % van het totaal aantal leden van de commissie. De studenten worden aangewezen door de studentenraad van de instelling, als die bestaat. De commissie kan ook een beroep doen op andere leden van de instelling of van haar beheersorganen en op oud-studenten die sedert minder dan drie jaar gediplomeerd zijn.

Voor 30 juni voorafgaand aan het academiejaar waarin de evaluatie van de cursus wordt geprogrammeerd, stelt de commissie het vertrouwelijk intern evaluatieverslag op, dat aan de voorzitter van het deskundigencomité zal worden voorgelegd.

Dat interne evaluatieverslag vermeldt in zijn inleiding de samenstelling van de interne evaluatiecommissie, de goedgekeurde interne evaluatieprocedure, alsook de opstellers. Het somt de indicatoren bedoeld in artikel 11 op en geeft alle inlichtingen die nuttig zijn voor de externe evaluatie.

**Art. 16.** Met het oog op de externe evaluatie, stelt het Agentschap, voor 1 juli van het academiejaar n-1, een deskundigencomité aan, op basis van de voordracht van de betrokken raad(raden). Het comité is, voor elke cursus, samengesteld uit ten minste :

1° drie vertegenwoordigers van de academische wereld, die daar hun hoofdactiviteit uitoefenen, deskundig voor de betrokken cursus, onafhankelijk van de geëvalueerde instelling, waarvan ten minste één geen bestuurs- of onderwijsopdracht uitoefent in een Belgische instelling voor hoger onderwijs en

2° één vertegenwoordiger van de vakwereld, die daar zijn hoofdactiviteit uitoefent, in verband met de betrokken cursus.

Het aantal vertegenwoordigers van de vakwereld binnen het comité zal niet hoger zijn dan één derde van de aangestelde deskundigen.

Voor een cursus waarvan de evaluatie voor het academiejaar n geprogrammeerd is, zendt(en) de betrokken raad(den) voor 1 juni van het academiejaar n-1, een lijst van acht deskundigen over, onder wie de deskundige die met het voorzitterschap belast zou kunnen worden. Dit voorstel wordt samen ingediend met het curriculum vitae van elke voorgedragen deskundige alsook met een document ter bekrachtiging van zijn principiële toestemming om deel te nemen aan de externe evaluatie gedurende het academiejaar n en met een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat hij voldoet aan de onafhankelijkheidsvoorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1°. Als de raad(en) niet binnen de vereiste termijn zijn voorstellen indient, worden de deskundigen van ambtswege aangesteld.

Voor zover dit mogelijk is, wordt eenzelfde deskundigencomité aangesteld om de instellingen te evalueren die eenzelfde cursus of gelijkaardige cursussen organiseren. Zo niet, wordt(en) de aangestelde voorzitter(s) ermee belast te zorgen voor de beste coherentie bij het externe evalueren voor eenzelfde cursus of gelijkaardige cursussen.

In geval van conflict tussen een instelling en de raad waaronder zij ressorteert bij het opmaken van de deskundigenlijst, zendt (zenden) de betrokken raad(den), samen met het voorstel, dat, in dit geval met redenen omkleed moet worden, een document over dat door de instelling wordt opgemaakt en de redenen voor de onenigheid aangeeft.

**Art. 17.** De externe evaluatie bestaat, voor elke door de instelling geëvalueerde cursus, uit :

1° een analyse van het zelfevaluatieverslag door het deskundigencomité;

2° een bezoek van de instelling;

3° een voorafgaand verslag dat uitsluitend aan de betrokken academische overheid wordt overgezonden;

4° een eindsyntheseverslag dat aan het Agentschap wordt meegedeeld en dat, in voorkomend geval, de opmerkingen van de betrokken academische overheid omvat.

In haar opmerkingen kan de academische overheid de bekendmaking van dat verslag uitdrukkelijk weigeren. Die weigering moet met redenen omkleed worden. Het Agentschap brengt een met redenen omkleed advies uit over die weigering volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 18.** De website van het Agentschap vermeldt :

1° de lijst van de in de Franse Gemeenschap erkende instellingen voor hoger onderwijs en van de door ze georganiseerde begin cursussen;

2° het tienjarenplan en de jaarlijkse programmering bedoeld in artikel 10;

3° de lijst van de door het Agentschap aangewezen deskundigen, met hun curriculum vitae en hun bevoegdheidsgebied;

4° de evaluatieprocedure zoals bepaald in de artikelen 13 tot 17;

5° voor elke geëvalueerde cursus, inzonderheid

a) de evaluatieperiode;

b) de samenstelling van het deskundigencomité;

c) het aantal studenten die in de cursus gedurende de laatste 10 jaar ingeschreven zijn en het aantal gediplomeerden;

d) voor 15 juni van het academiejaar waarin de evaluatie geprogrammeerd is, het eindsyntheseverslag of, in voorkomend geval, de weigering van bekendmaking door de academische overheid alsook het advies van het Agentschap over die weigering.

De lijst van de gegevens die in het eindsyntheseverslag moeten voorkomen met het oog op de bekendmaking ervan alsook van de nadere regels voor de analyse van elk van die gegevens wordt door de Regering opgemaakt na advies van de raden, rekening houdend met de vereisten inzake doorzichtigheid die door de ENQA worden vastgelegd.

**Art. 19.** Binnen de zes maanden volgend op de bekendmaking op de website van het Agentschap van het eindsyntheseverslag voor elke instelling voor een bepaalde cursus, zendt elke bedoelde instelling het Agentschap een tijdschema en een plan voor het opvolgen van de aanbevelingen van het deskundigencomité. De Regering bepaalt de nadere regels voor de bekendmaking van dat plan voor het opvolgen en van de vorderingsstaat ervan.

**Art. 20.** Op grond van de eindsyntheseverslagen, maakt het Agentschap elk jaar op zijn website, voor uiterlijk 31 januari, een transversale analyse bekend van de kwaliteit van de cursussen die gedurende het voorafgaande academiejaar werden geëvalueerd. De Regering kan het Agentschap een diepgaandere analyse vragen van sommige indicatoren. In geen geval zullen die analyses leiden tot een rangschikking van de bedoelde instellingen.

#### HOOFDSTUK V. — *Evaluatie van het Agentschap*

**Art. 21.** Het Agentschap onderwerpt zich aan een cyclisch extern onderzoek van zijn activiteiten en methoden ten minste om de vijf jaar overeenkomstig de aanbevelingen van het ENQA. De resultaten worden bekendgemaakt in een verslag waarin vermeld staat in welke graad het Agentschap in overeenstemming is met de Europese referentienormen voor het beheer van de kwaliteit van de evaluatie- en accreditatieagentschappen. Dat verslag wordt aan de Regering en aan het Parlement overgezonden.

De Regering stelt de nadere regels voor die evaluatie vast.

#### HOOFDSTUK VI. — *Begroting*

**Art. 22.** Vanaf het begrotingsjaar 2008, ontvangt het Agentschap jaarlijks een dotatie van ten minste 675.000 €. Dat bedrag wordt aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, door het te vermenigvuldigen met een aanpassingscijfer berekend volgens de volgende formule :

Gezondheidsindexcijfer van december van het betrokken begrotingsjaar/Gezondheidsindexcijfer december 2007.

Die dotatie aan het Agentschap heeft tot doel te voorzien in de kosten voor externe evaluatie.

Het Agentschap stelt voor 1 augustus zijn jaarlijkse uitgavenbegroting vast, rekening houdend met de jaarlijkse programmering van de bezoeken van deskundigen voor het volgende academiejaar.

**Art. 23.** De leden van het beheerscomité van het Agentschap genieten vergoedingen voor verblijfskosten en de terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden ze gelijkgesteld met de personeelsleden van het ministerie die titularis zijn van een graad ingedeeld in rang 12.

Het personeel van de uitvoerende cel en de werkingskosten van het Agentschap, met inbegrip van de kosten bedoeld in het eerste lid, zijn ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 24.** De externe evaluaties die door het Agentschap formeel werden ingeleid vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden voortgezet volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 7 en 10 tot 11 van het decreet van 14 november 2002 tot oprichting van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Om het tienjarenplan 2008-2018 op te maken, worden, voor de academiejaren 2008-2009 en 2009-2010, de programmeringsbeslissingen in aanmerking genomen die door het Agentschap vóór de inwerkingtreding van dit decreet werden genomen. De jaarlijkse programmering van die twee academiejaren moet bijgevolg onverwijld worden vastgelegd. De betrokken instellingen worden door het Agentschap op de hoogte gebracht van de procedurewijzigingen, in voorkomend geval.

In afwijking van artikel 18, § 1, 5°, d), wordt de datum voor de bekendmaking van het eindsyntheseverslag van de evaluaties die uiterlijk gedurende het academiejaar 2008-2009 geprogrammeerd worden, tot 15 juni 2010 uitgesteld.

**Art. 25.** Voor de evaluaties die uiterlijk voor het academiejaar 2009-2010 geprogrammeerd worden, wordt verwezen naar de referentielijst van indicatoren bedoeld in artikel 11.

**Art. 26.** Het mandaat van de leden van het Agentschap opgericht bij het voormelde decreet van 14 november 2002, die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet binnen het beheerscomité van het nieuwe Agentschap tot uiterlijk 15 september 2008.

De eerste vergadering van het Agentschap wordt bijeengeroepen door de voorzitter van het Agentschap opgericht bij het voormelde decreet. Deze zorgt voor de verkiezing van de voorzitter en de ondervoorzitter van het Agentschap.

**Art. 27.** Het decreet van 14 november 2002 tot oprichting van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 7, 10 en 11, die van toepassing blijven voor de in artikel 24, eerste lid bedoelde evaluaties die formeel werden ingeleid door het Agentschap vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De artikelen 7, 10 en 11 van dit decreet worden opgeheven op het einde van die evaluaties.

**Art. 28.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 februari 2008.

De Minister-Presidente, Belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008*

*Stukken van de Raad.* - Ontwerp van decreet, nr. 512-1. — Commissieamendementen, nr. 512-2. — Verslag, nr. 512-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 512-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 12 februari 2008.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 1364

[C - 2008/29224]

**22 FEVRIER 2008.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant, au 1<sup>er</sup> avril 1972, les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'État, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention, tel qu'il a été modifié par le décret du 20 juillet 2006;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2007;

Vu les protocoles du 14 janvier 2008 du Comité de négociation du secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 14 janvier 2008 avec les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement des Centres PMS subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Sur proposition de la Ministre-présidente et du Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 février 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974, tel que modifié, fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, au chapitre A - « Du personnel de l'enseignement supérieur de type court », le texte de la rubrique : « chargé de cours généraux » et de la rubrique « chargé de cours techniques » est remplacé par le texte suivant :

« chargé de cours autres que les cours de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle :

- a) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 3<sup>e</sup> degré et du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) 1/20 de 422
- b) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 3<sup>e</sup> degré; 1/20 de 415